



RAPSE

La Lettre

N° 117
14 mai
2014

Réseau d'Action Promouvoir Sécuriser l'Emploi

Moi j'ai des copains en Grèce,
en Espagne... et même en Allemagne !
Avec eux, je veux construire une Europe
de progrès social, solidaire !

Alors il va falloir
lutter ensemble ! Nous
sommes des centaines
de millions : sus à
La finance



Sommaire

- ✓ 1) Elections européennes . refonder l'UE, rompre avec l'austérité : un livre
signé de F. Boccara, Y. Dimicoli et D. Durandpages 2/3
- ✓ 2)Débats au sein du Front de Gauche autour de l'euro de Denis Durand..... pages 5/6
- ✓ 3)Alstom une 3eme option est possible de Alain Janvier.....pages 7/11



Élections européennes : refonder l'Union européenne Rompre avec l'Europe de l'austérité

Extraits du préambule du livre : « Une autre Europe Contre l'austérité.... »
(voir page 4) de : **F. Boccara, Y. Dimicoli, D.Durand.**

La construction actuelle de l'Union Européenne débouche sur un magistral fiasco. C'est qu'elle n'a pas été conçue pour répondre aux besoins solidaires de développement des peuples européens, mais pour tenter d'attirer massivement les capitaux financiers mondiaux par la promotion d'un grand marché financier européen très attractif, et pour développer la concurrence entre travailleurs et peuples pour la rentabilité financière.

Pour rassembler les Européens, les promoteurs de cette construction ont invoqué les buts « généreux »(paix, « plein emploi », modèle social européen, prospérité partagée...). Mais le cœur de cette tentative est une ambition de domination de la rentabilité, devenue explosive au service de la finance, des multinationales à base européenne, des capitaux allemands, s'exerçant contre les peuples.

► L'UE est aujourd'hui en crise profonde. Elle traverse la plus grave crise de son histoire depuis les années 1930 et la seconde guerre mondiale.

Le projet européen devait être...un projet de paix et de progrès social. Il se transforme en cauchemar où le seul horizon proposé aux peuples européens **est une régression sociale brutale et généralisée, les politique d'austérité contre les dépenses sociales....**

La situation est devenue insoutenable pour les peuples européens....Pendant que les banques sont renflouées par les États, les dépenses publiques sont systématiquement baissées, le chômage et la précarité explosent. Pendant que les impôts des entreprises et des grandes fortunes sont systématiquement baissés, les taxes injustes pleuvent sur les populations.Les salaires sont baissés mais les profits des entreprises grimpent et- les inégalités sociales explosent...

La voie dans laquelle s'enfonce l'UE est en réalité une impasse dramatique. Elle entraîne tout le continent à la récession...

Aujourd'hui, il faut faire des choix cruciaux. **Il n'y aura ni statu quo ni retour en arrière.** Si les choix actuels sont maintenus, l'UE se réduira de plus en plus à un directoire autoritaire et producteur de régressions sociales s'opposant à la solidarité et à la justice.

Nous proposons une rupture et un autre projet européen fondé sur l'intérêt des peuples, le respect et le développement de leur souveraineté afin de redonner un sens de progrès à la construction européenne.

Nous avons des acquis et des atouts très importants en Europe, techniques, culturels, sociaux, pour un renouveau de progression...

D'un côté , les régressions sociales et les dénis de démocratie font grandir des divisions entre les peuples...Elles nourrissent une poussée, dans de nombreux pays européens, des formes d'égoïsmes nationaux...des approches anti-féministes, homophobes, ou fascistes et xénophobes.



Mais d'un autre côté, les luttes s'intensifient et se précisent, des forces de gauche politiques, sociales, syndicales, idéologiques progressent.

De nombreuses forces critiques sont aujourd'hui disponibles pour un front européen permettant une alternative de gauche pour sortir de la crise par le haut, et construire une coopération zonale européenne bénéfique aux peuples d'Europe et du monde...

Nous voulons contribuer à les unir pour changer vraiment l'Europe avec des propositions radicales nouvelles...

Les propositions que nous avançons visent à être saisies et développées par les luttes sociales et politiques.... Chaque lutte locale, chaque bataille locale, nationale ou européenne peut contribuer à cette transformation nécessaire, à cette refondation de la construction européenne...

Il faut progresser vers un nouveau modèle social européen dont le double socle serait la visée d'un système de sécurité commune d'emploi et de formation pour chacun-e et un essor sans précédent des services publics et de leur coopération...

Cela exige de dégager de très importants financements émancipés du marché financier, pour un rattrapage des retards de développement entre pays, entre régions, dans une dynamique commune de progrès et d'efficacité économique et sociale.

Nous avançons quatre axes de refondation de l'Union européenne pour sortir de sa construction désastreuse actuelle et de la crise systémique en Europe.

♥ Le premier axe concerne de nouveaux objectifs sociaux. Contre l'Europe libérale, il se prononce pour une charte progressiste des droits sociaux fondamentaux, notamment pour un SMIC européen, une relance des services publics en Europe en coopération. Il milite pour une sécurisation de l'emploi et de la formation des européens, afin d'en finir avec le chômage, la précarité et les bas coûts salariaux.

♥ Le deuxième axe vise de nouveaux objectifs politiques. Contre les dominations entre pays et la centralisation anti-démocratique du fédéralisme, il propose des institutions transformées pour développer la coopération et la démocratie. Il vise des propositions de démocratisation étendue tant pour les Institutions politiques que pour les moyens financiers, avec des pouvoirs d'intervention des salariés, des usagers des services publics et des citoyens.

♥ Le troisième axe concerne de nouveaux moyens financiers. Il propose un Fonds de développement économique, social et écologique financé par la BCE. Il permettrait l'expansion des services publics. De plus, une nouvelle sélectivité de la politique monétaire permettrait un autre crédit des banques, refinancé par la BCE, pour sécuriser l'emploi, la formation, la protection de l'environnement. Face au désastre de la construction monétaire actuelle, il propose, non pas de façon simpliste et dangereuse de sortir de l'euro mais une autre utilisation de l'euro sans désertir la lutte pour un autre euro et une autre Europe.

♥ Le Quatrième axe propose de changer l'Europe pour contribuer à changer le monde. Il vise de nouveaux rapports internationaux notamment avec l'Europe du Sud. Il rejette le partenariat transatlantique dominé par les États-Unis. Pour un rapprochement entre l'Europe, les pays en développement, la Chine et les pays émergents, il se prononce pour des accords internationaux de co-développement.



« *Cela semble toujours impossible... jusqu'à ce qu'on le fasse !* »

Nelson Mandela

Comment conserver encore un rêve européen ? Les constructions et les politiques actuelles de l'Union Européenne développant l'austérité et le chômage tuent le rêve.

Elles accablent les couches moyennes et les masses populaires.

Elles dépriment la croissance, gâchent les potentialités de progrès technologique et social de la révolution informationnelle.

Les peuples des pays européens, du sud au nord, peuvent intervenir dans leurs luttes convergentes, des élections aux batailles dans les entreprises et les services publics avec des propositions réalistes et radicales.

Il faut une tout autre Union européenne ! Objectifs sociaux, pouvoirs et institutions politiques, BCE et moyens financiers, relations au monde.

Contre l'Europe actuelle et pour une tout autre

Europe, ce livre présente des propositions pour le progrès social en coopération. Elles répondent aux luttes engagées par les forces politiques, sociales, syndicales. On ne changera pas notre société et le monde sans changer l'Europe.

.....
• *Économie et Politique* vous recommande chaudement la lecture de cet ouvrage, le premier de sa nouvelle collection La Petite collection d'EcoPo, aux éditions du Temps des Cerises.
• Ce n'est pas une collection d'ouvrages économiques comme les autres. Fille d'*Économie et Politique*, revue marxiste d'économie du PCF, elle se veut porteuse d'une réflexion théorique et politique au service des luttes sociales. Par ses thématiques, son contenu et sa forme, elle se propose d'offrir aux lecteurs un outil d'analyse pédagogique, opératoire et militant.
• Bref, une collection pour tous, utile à l'action immédiate et pour l'avenir.
.....

Bon de commande

Nom : Prénom :

Organisme :

Adresse :

Code postal : Ville :

Je souhaite recevoir « Une autre Europe. Contre l'austérité » :

[Prix unitaire : 10 € - A partir de 10 exemplaires : 9 € l'unité - Frais de port inclus]

Nombre d'exemplaires : x €

Je règle la somme de : € par chèque bancaire à l'ordre d'*Économie et Politique*.

Bulletin à retourner avec votre règlement à :

Économie & Politique, 2, place du colonel Fabien, 75019 Paris, Tél : 01 40 40 13 73

frauch@pcf.fr



Débats au sein du Front de Gauche autour de l'euro

Denis Durand

D'un côté, sortir de l'euro, sans le dire. De l'autre, dire qu'on sort de l'euro, sans le faire. Au final, deux manières, à gauche, d'esquiver le combat pour prendre le pouvoir sur la monnaie.

À mesure que l'Europe s'enlise dans les politiques d'austérité, dans la stagnation économique et dans les régressions sociales et démocratiques qui les accompagnent, grandissent à la fois l'indignation contre la domination des marchés financiers et l'intérêt du mouvement social pour les questions qui touchent à la maîtrise de la monnaie et des règles qui président à sa création et à l'orientation du crédit bancaire.

L'idée d'« en finir avec l'euro » a pu alors séduire, même à gauche, par sa simplicité et son apparence de radicalité.

Elle ne résiste toutefois pas à une analyse économique sérieuse des dégâts qu'entraînerait un naufrage collectif des nations de la zone euro dans un assaut de dévaluations compétitives.

Elle conduirait surtout à fuir le combat essentiel : la conquête par les citoyens eux-mêmes, « du local au mondial », du pouvoir sur l'argent, qui est au cœur de la domination du capital sur la société, et qui s'exerce de la pire façon sous l'empire des marchés financiers .

Devant le manque de crédibilité d'une stratégie assumée de sortie de l'euro, qu'elle soit limitée à la France ou collective, deux autres options sont alors mises en avant, particulièrement dans le débat au sein du Front de gauche.

Sortir de l'euro sans le dire ?

La première option inspire, par exemple, l'idée qu'un gouvernement français de gauche, sans sortir de l'euro, pourrait imposer à la Banque de France de financer les déficits publics sans l'aval de la BCE.

Il y a là une incompréhension de ce qu'est la monnaie unique.

Dans le cadre des traités actuels, la Banque de France ne peut créer de la monnaie que dans le cadre des instructions qui lui sont données par le Conseil des gouverneurs de la BCE. Si ce n'était pas le cas, alors, par définition, cette monnaie ne serait pas des euros.

Appelons-la, par exemple, des francs.

Les taux d'intérêt des prêts libellés en « francs » seraient différents des taux d'intérêt de l'euro, sur le marché monétaire comme sur le marché obligataire.

La conversion des avoirs figurant sur les comptes des clients des banques françaises en euros officiel validés par la BCE aurait un coût et présenterait un risque, assimilable à un risque de change.

On serait donc bien en présence d'une sortie de l'euro.

La BCE en tirerait immédiatement les conséquences en cessant de comptabiliser, dans la masse monétaire en euros publiée dans ses statistiques, les avoirs en « euros » figurant dans les comptes de la clientèle des banques enregistrées en France.

Elle mettrait également fin à un mécanisme clé de la monnaie unique, qui consiste à traiter les transferts de liquidités entre banques centrales de la zone euro comme des opérations internes à l'Eurosystème

Rappelons qu'à ce titre la Deutsche Bundesbank détenait, au 31 décembre 2013, des créances pour un montant de 510 milliards d'euros sur l'ensemble des autres banques centrales de l'Eurosystème, parmi lesquelles **la Banque de France, dont la dette vis-à-vis de l'Eurosystème au titre des soldes TARGET 2 s'élevait, à la même date, à 16 milliards d'euros** : ce montant correspond à des fonds empruntés par les banques .



françaises à d'autres banques centrales que la Banque de France.

Dès la prochaine opération hebdomadaire de refinancement, les banques françaises seraient privées de cette source de liquidité.

En revanche, sans sortir de l'euro, il serait possible de donner beaucoup plus d'autonomie aux banques centrales nationales pour prendre en compte les besoins spécifiques nationaux et pour rapprocher les décisions monétaires des citoyens :

les membres de l'Eurosystème pourraient se concerter pour attribuer à chaque banque centrale nationale une « enveloppe » de création de monnaie centrale qu'elle utiliserait sous des conditions faisant l'objet d'une concertation avec les acteurs économiques et sociaux nationaux.

Le volume de ces interventions mais aussi leurs conditions (taux, garanties exigées) pourraient faire l'objet d'une délégation à chaque banque centrale nationale. La politique d'ensemble de l'Eurosystème deviendrait ainsi moins centralisée et plus sensible à la situation de chaque pays.

Déjà, en décembre 2011, la BCE avait ouvert aux banques centrales nationales la faculté d'élargir, sur la base de critères nationaux, la liste des garanties acceptées en contrepartie des prêts de l'Eurosystème sur le marché interbancaire .

Un usage actif de ces facultés rejoindrait des propositions défendues de longue date par les syndicats de la Banque de France.

Il peut aussi être intéressant de se souvenir que jusqu'en 2003, les 12 banques fédérales de réserve américaines (qui jouent au sein du Système de réserve fédérale un rôle similaire à celui des banques centrales nationales au sein de l'Eurosystème) disposaient d'une certaine marge d'autonomie pour fixer l'un des taux directeurs de la politique monétaire (celui du guichet de l'escompte) dans chacune de leurs circonscriptions respectives.

Dire qu'on sort de l'euro, sans le faire ?

Une deuxième option conduisant, elle aussi, en réalité, à désertier le combat pour un autre euro, consisterait à assumer une démarche de sortie de fait de l'euro mais en en restant au stade de la menace.

L'argument est que dans ce cas, le poids de la France serait suffisant pour imposer un changement de la politique monétaire en Europe.

Que des crises et des tensions soient à prévoir au sein de l'UE, particulièrement si des gouvernements décidés à remettre en cause la domination des marchés financiers venaient à s'installer, cela ne fait aucun doute.

Mais accréditer l'idée que des prises de position du gouvernement français pourraient se substituer au développement de luttes convergentes dans tous les pays d'Europe, avec des cibles et des objectifs alternatifs précis touchant le cœur du pouvoir monétaire, c'est, là encore, nourrir des illusions.

A l'inverse, on peut penser que la victoire d'un rassemblement inspiré par la gauche radicale en France suppose un contexte politique bien différent de celui où nous sommes, et qu'en particulier il s'accompagnerait d'une montée de mouvements convergents dans d'autres pays d'Europe.

Il est déjà significatif que Syriza, en Grèce, se prononce nettement contre une stratégie de sortie de l'euro, et que les syndicats allemands se soient déclarés favorables au financement d'investissements publics par la création monétaire de la BCE au service de politiques favorables à l'emploi en Europe.

Aucune échappatoire ne peut nous dispenser de regarder la réalité en face : un programme à la hauteur des transformations à réaliser pour surmonter la crise du capitalisme financiarisé serait impossible à réaliser en cas de sortie de l'euro.



ALSTOM : une 3^{ème} option est possible

Alain Janvier collectif aéronautique

Depuis un an, la Direction du Groupe ALSTOM affirme être en quête d'un repreneur de sa branche Energie.

La raison invoquée est la difficulté à disposer d'une trésorerie suffisante pour s'engager sur de nouveaux marchés, notamment celui des pays émergents dans le domaine des équipements énergétiques ainsi qu'une certaine baisse du niveau de commande pouvant conduire à une baisse d'activités à moyen terme.

On sait que, plus prosaïquement, le désengagement de BOUYGUES (qui n'a que faire de la capacité d'indépendance énergétique d'un pays comme la France) dans le capital d'ALSTOM a été l'élément déclenchant pour ouvrir la boîte de Pandore d'une possible

recomposition capitalistique de la firme.

Pourtant, sur le plan financier, les résultats annuels de la Société, tels qu'ils apparaissent dans les documents de référence, sont, sans aucune ambiguïté, bons voire très bons.

Quant au versement de dividendes aux actionnaires du Groupe, il est même de haut niveau, et confirme que, même du point de vue de la rentabilité, il n'y a pas péril en la demeure.

Concernant l'endettement, ALSTOM a effectué plusieurs augmentations de capital et obtenu une ligne de crédit pour répondre aux investissements liés à de nouveaux marchés. Le document de référence 2013 évoque ces opérations en ces termes :

Le résultat net de la part du Groupe a atteint € 802 millions sur l'exercice 2012/13 contre € 732 millions l'année précédente, en nette progression de 10 %.

Le niveau élevé de commandes et l'attention portée à la génération de cash dans l'exécution des projets ont permis de dégager un cash flow libre positif sur les deux semestres de l'exercice 2012/13. Le cash flow libre a atteint € 408 millions en 2012/13, comparé à € (573) millions en 2011/12.

Le 4 octobre 2012, la Société a réalisé une augmentation de capital de € 350 millions par placement privé auprès d'investisseurs institutionnels.

Suite au succès de son augmentation de capital et Compte tenu des conditions de marché financier favorables, Alstom a lancé une nouvelle émission obligataire d'un montant de € 350 millions dans le cadre de son programme EMTN (Euro Medium Term Note) coté à Luxembourg.

L'émission a suscité une forte demande. Cet emprunt vient à échéance en octobre 2017 et sert un coupon annuel de 2,25 %.

L'augmentation de capital de € 350 millions et le cash flow libre de € 408 millions, diminués du paiement de dividendes à hauteur de € 236 millions et des investissements financiers correspondant au solde du prix d'acquisition de la part de 25 % dans Transmashholding et à des acquisitions de petite taille pour un montant total de € 333 millions ont permis une réduction de la dette nette du Groupe de € 2 492 millions à fin mars 2012 à € 2 342 millions à la fin de l'exercice 2012/13.

Au 31 mars 2013, Alstom disposait de € 2 195 millions de trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que d'une ligne de crédit non utilisée de € 1,350 milliard valable pour cinq ans signée durant l'exercice 2011/12.

Le 21 mars 2013, Alstom a signé avec 18 banques internationales un avenant pour étendre la période de tirage de sa ligne de garanties bancaires jusqu'en juillet 2016 et augmenter son montant de € 8,275 milliards à € 9 milliards pour refléter la croissance des activités du Groupe.

Autrement dit, les tractations en cours actuellement n'ont aucune raison liée à une quelconque difficulté financière du Groupe, même passagère. Alors que se passe-t-il ?

Certains arguent du manque de « cash »,

c'est-à-dire de trésorerie pour répondre aux besoins de nouveaux marchés, notamment ceux des pays émergents D'autres considèrent que c'est la concurrence directe des Pays émergents qui est la cause de la crise actuelle.



Les seules explications résident dans la recherche d'un objectif de rentabilité encore plus fort, susceptible de séduire les marchés financiers dans la recherche de ressources financières, toujours en proie à la frayeur dès qu'il s'agit d'investissements destinés au développement de l'économie réelle.

A noter que le total des dividendes versés aux actionnaires en 2013 s'élève tout de même à 308 000 000 actions x 0,84 = 260 Millions €, et a culminé à 500 millions € en 2008 au moment de l'explosion de la crise financière des « subprimes ». Depuis 2007, c'est plus de 2 Milliards € qui ont été versés.

1) La complémentarité Energie / Aéronautique : OUI.....

De longue date, il existe un besoin de complémentarité entre les activités aéronautiques et celles de l'énergie. Cela découle de plusieurs facteurs :

La nécessité de prémunir les Entreprises de la filière aéronautique contre les retours de cycle pousse les Dirigeants des Groupes de la filière à explorer les voies énergétiques.

C'est le cas, notamment, des firmes de moteurs aéronautiques GENERAL ELECTRIC, ROLLS-ROYCE ou bien PRATT & WITNEY.

Ainsi, le Groupe SAFRAN avec sa filiale SNECMA est le seul des motoristes aéronautiques à ne pas disposer d'une branche énergétique autour des turbines industrielles (à l'exception de TURBOMECA pour la gamme de très faible puissance).

La communalité des métiers dans les 2 types d'activité : en effet, la conception des unités de transmissions d'énergie amène presque inévitablement à concevoir des équipements à base de turbines, aussi bien dans les centrales nucléaires pour les circuits vapeur, que pour les centrales hydrauliques, ou pour les unités à base de turbines à gaz industrielles.

C'est, en effet, l'élément central de la transmission de puissance à partir de l'écoulement d'un fluide sous pression

Ainsi, par exemple, pour une turbine à gaz industrielle, la détente dans une turbine de puissance, à partir de la combustion des hydrocarbures ou de gaz sous toutes ses formes (liquide, gazeux), permet de produire de l'énergie capable d'être transformée en électricité (grâce à un alternateur), en une compression (grâce à un compresseur ou une pompe). Les habitués du secteur pétrolier connaissent bien ce type d'application.

La Direction de General Electric est attentive à cette complémentarité Aéronautique / Energie.

C'est à ce titre que la firme américaine a noué une coopération avec ALSTOM pour le packaging des turbines à gaz industrielles destinées à des applications diverses dans le domaine pétrolier (offshore, gazoduc, gas lift, ...). Certes, en 1999, ALSTOM choisit de nouer une alliance stratégique avec le groupe ABB Suisse, en abandonnant le créneau des TAG de General Electric. Une analyse fine des causes qui ont conduit à un échec reste à faire.

De son côté, la SNECMA, au travers du Groupe SNECMA qui précédait la privatisation et la constitution du Groupe SAFRAN a bien senti ce besoin. C'est sans aucun doute ce qui l'a déterminé à procéder dans les années 70 à l'acquisition de la Société Hispano-Suiza qui, à l'époque comportait 5000 salariés et menait des activités, notamment, dans les turbines à gaz industrielles également, ainsi que dans l'ingénierie nucléaire.

Mais, à la différence des Etats-Unis ou l'Allemagne, les barons de l'industrie française ont toujours privilégié les comportements prédateurs de la finance au détriment du développement industriel. C'est ce qui a conduit, après avoir siphonné

les finances et le savoir-faire de la filiale, la Direction SNECMA à prendre la lourde décision de lancer une « vente par appartement » de tout le potentiel industriel hors aéronautique.

En particulier, le Groupe SNECMA abandonne en 1986 sa propre compétence en turbine à gaz, en cédant l'activité Turbine à Gaz industrielle à la Société Allemande MAN, en mettant fin à ses propres compétences dans ce domaine.



Il est possible d'affirmer que, lorsque le PDG du groupe SNECMA (M. RAVAUD) se lance dans l'aventure de l'aviation civile (pari totalement soutenu par la CGT et le PCF de l'époque qui ont engagé de grandes luttes contre le lobbying américain), la Direction du motoriste a bénéficié à plein de l'apport industriel de sa filiale.

Par ailleurs, l'autre expérience réussie de complémentarité aéronautique et Energie est la coopération entre ALSTHOM et SNECMA au travers du projet EURODIF qui s'intégrait à la filière française de l'énergie nucléaire (dite « eau – graphite –gaz »). C'est là que fut créée une structure de coopération autour d'un Consortium dénommé Gercos regroupant ALSTHOM, SNECMA et Hispano-Suiza, filiale de la SNECMA.

Cette pratique de liquidation des activités hors aéronautiques n'est pas l'apanage de l'époque SNECMA, puisque le Groupe SAFRAN a sacrifié ce qui restait des activités automobiles ou chimie fine à la faveur des restructurations guidées par l'accroissement des profits.

2)..... mais pas à n'importe quel prix

Dans la mesure où une grande Entreprise du secteur aéronautique a intérêt à ne pas se laisser enfermer dans une mono-activité, mais a intérêt à profiter de la situation florissante qui existe aujourd'hui dans le domaine de l'aéronautique civile pour se diversifier, **il est impossible de ne pas penser à une complémentarité entre ALSTOM et le Groupe SAFRAN.**

La filiale SNECMA, l'un des tout premiers parmi les motoristes aéronautiques mondiaux, connaît bien, et ALSTOM et General Electric.

Les activités énergétiques d'ALSTOM ne sont pas calées sur les cycles aéronautiques et présentent donc bien un atout pour contrecarrer les éventuels retours de cycle de l'industrie aéronautiques générés par le mouvement lui-même cyclique du transport aérien.

Ceci étant, il n'est pas possible d'envisager qu'une partie d'ALSTOM s'engage dans un tel rapprochement, alors que la Branche Transport suivrait un autre devenir.

Cela reviendrait à casser la complémentarité interne d'ALSTOM que constitue la présence dans un même groupe des activités Energie et transport. Autrement dit, il n'est pas possible de demander pour ALSTOM ce que l'on refuserait pour soi-même.

L'exemple par la Société Italienne AVIO :

Souvenons-nous de la politique suivie pour AVIO avec la scission entre les activités aéronautiques et les activités spatiales.

L'affaire AVIO est LE SCANDALE industriel européen de l'été 2013 : après que FIAT AVIO, grand groupe industriel couvrant un large spectre d'activités de l'automobile à l'aéronautique jusqu'à l'espace, se soit séparé de l'entité AVIO (activités aéronautiques et spatiales) et l'eut confiée à plusieurs Fonds d'Investissements, parmi lesquels le « trop fameux » américain, CARLILE, après avoir « rincé AVIO », les fonds d'investissements se déclarent vouloir vendre AVIO.

Les raisons invoquées de la volonté de session en 2012 : AVIO accuse une perte de 700 Millions €.

Mais, en y regardant de plus près, l'essentiel des pertes sont le résultat des pertes d'une filiale américaine, DBS, acquise plusieurs années plus tôt, et destinée à attaquer le marché militaire du PENTAGONE.

Les pertes de DBS s'élèvent à 900 Millions \$. La conclusion, ne se fait pas attendre : AVIO est maintenu dans son giron : **mais avec DBS, ce sont plusieurs milliers de salariés italiens qui voient leur poste supprimé.**

Entre temps, la firme General Electric, nullement effrayée par les pertes d'AVIO, se porte acquéreur et négocie avec la Direction d'AVIO une cassure avec les activités spatiales qui n'intéressent pas General Electric, et rachète la firme AVIO avec ses 5000 salariés.

Le scénario actuellement en vigueur entre ALSTOM et General Electric n'est pas autre chose que la reproduction du scénario AVIO / GE.

Doit-on, à l'infini, voir « le train passer » ou bien combattre cette politique capitulatrice ?

C'est là la question.



Néanmoins, la réponse est, bien entendu dans la question. Tout comme le démantèlement d'AVIO, accompagné de la vente de la partie aéronautique était inacceptable.

Autant le démantèlement d'ALSTOM avec la session d'une partie pour faire plaisir à des « coopérants » triés sur le volet, cassant ainsi la cohérence industrielle construite durant des décennies est, elle également, inacceptable.

NON, il n'est pas possible de revendiquer une politique de diversification pour SAFRAN qui reviendrait à faire exploser le groupe électromécanicien.

Il semble même que certains vont jusqu'à envisager une cassure d'ALSTOM et proposer 2 regroupements :

- l'un entre SAFRAN et la branche Energie d'ALSTOM,

- l'autre entre le groupe THALES et la branche Transport dont la technologie est truffée d'électronique de puissance que connaissent bien les salariés de THALES.

La ficelle est un peu grosse. On peut facilement imaginer qu'une telle étape serait vite suivie d'une 2^{ème} étape consistant à regrouper les 2 entités, faisant d'une pierre deux coups.

Or, la fusion SAFRAN – THALES rappelle bien des souvenirs que les salariés des 2 groupes connaissent bien.

Ils ont déjà donné : **un tel projet a généré en 2011 un conflit spectaculaire. Les salariés se sont opposés à un tel processus qui permettait, certes, d'économiser peut-être les deniers de l'Etat, mais qui avait l'inconvénient de brasser et même de démanteler les différents sites des 2 groupes**, notamment ceux de SAGEM au détriment des salariés, lesquels auraient vécu alors une vie d'enfer.

On sait que ce projet en 2009 a été mis en échec grâce à l'intervention des salariés et de leurs organisations syndicales, bien relayés par les parlementaires Communistes (groupe CRC et GDR).

Ne reproduisons pas ce qui a été rejeté massivement par les salariés.

Autrement dit, pas de rapprochement entre groupes et activités au détriment des uns ou des autres.

3) Le besoin d'une coopération d'un type nouveau

Puisque les salariés sentent bien qu'une Entreprise mono-activité est fragilisée, a fortiori dans le domaine aéronautique, et que cette crainte touche, à juste titre, les salariés de SAFRAN - SNECMA, d'ALSTOM, de THALES, et même de General Electric ou de Siemens, il est légitime d'apporter une réponse évolutive et de progrès à cette préoccupation.

Mais une solution basée sur des restructurations inter-groupes est plus destructrice que toute autre.

On touche là le cœur des atouts dont la France dispose sur le plan industriel. Le bradage à une firme américaine, quelle qu'elle soit, n'est pas plus acceptable.

Ne sommes-nous pas face à une opportunité, celle de promouvoir la construction d'un plan de coopération mettant en commun les compétences de chacun, sans déposséder chaque entité de ses atouts ?

Un tel plan qui ferait l'économie financière des acquisitions / fusions si souvent prônées en de telles circonstances, et mobiliserait les moyens financiers existants dans ces groupes vers l'efficacité industrielle et financière, et non pas vers la financiarisation. Notons, à ce sujet, que l'argent existe, puisque :

- > ALSTOM a distribué plus de 2 milliards de dividendes en 7 ans. SAFRAN a lancé une politique de croissance externe essentiellement tournée vers la financiarisation en dépensant pas loin de 2 milliards € en moins de 5 ans.
- > Concernant SAFRAN, la presse spécialisée a parlé de « vache à lait » en désignant précisément l'activité de moteur aéronautique du Groupe SAFRAN mis à lourde contribution pour financer la politique de croissance externe. Le Groupe SAFRAN a mobilisé près de 2 milliards € depuis 5 ans pour le rachat d'Entreprises américaines dont la caractéristique est de garantir un fort niveau de profitabilité mais de n'offrir aucune perspective de création d'emploi dans les sites existant en France en cas de retour de cycle aéronautique ou aérien.



- Enfin, il se dit que la proposition d'acquisition d'ALSTOM par le géant américain n'aurait pas d'autre but que de permettre à General Electric d'échapper au fisc américain, les affaires ayant été « trop » florissantes en Europe. Les salariés américains de « G.E » n'ont-ils pas besoin, eux aussi, d'une autre politique que celle de la financiarisation à tout crin ?

Le plan proposé aurait pour socle :

Un engagement des principaux groupes concernés (ALSTOM, SAFRAN, THALES, EDF, AREVA) autour de la co-participation à des programmes d'avenir,

Un engagement sur le maintien et le développement de l'emploi,

Un engagement sur les droits des salariés à soumettre des projets d'amélioration, y compris industriels, engagement qui vaudrait obligation de les expertiser,

Un engagement à privilégier les solutions industrielles d'intérêt commun plutôt que des courses à la financiarisation,

Un engagement à construire une logique de Consortium pour les projets communs ayant la plus grande envergure

Une telle construction aurait valeur d'exemple, du point de vue de l'efficacité, tant il est vrai que les solutions construites contre l'avis des salariés ont peu de chance d'aboutir.

Elle s'intégrerait utilement à la proposition de Parick Le Hyarick, tête de liste candidat Front de Gauche aux Elections Européennes pour la Région Ile de France, de la constitution d'un pôle public pour l'industrie de l'énergie et du transport, qui serait préférable à une « nationalisation temporaire » d'ALSTOM, laquelle présente certes l'avantage de faire barrage à toute opération de « hold-up » boursier ou autre sur ALSTOM, mais qui laisse de côté la solution d'avenir.

Elle serait largement facilitée par la création d'un pôle public aéronautique et spatial prôné par la Commission Nationale du PCF pour la filière aéronautique

Une telle construction serait autrement plus positive que l'ancienne forme de nationalisation étatiste, car elle intégrerait les prémices d'une authentique « appropriation sociale » dans laquelle les salariés pourraient être pleinement acteurs.

Une telle option aurait plusieurs avantages :

- Relancer ALSTOM sur une base plus saine que celle du bradage d'un des plus grands groupes industriel existant en France,
- Mettre en commun des compétences avérées autour de solutions d'intérêt commun,
- Constituer un interlocuteur unique pour la négociation des besoins de financement avec le système bancaire sur les grands projets, ou pour des négociations à teneur Industrielle sur des projets concrets, y compris avec General Electric ou Siemens,
- Se prémunir contre les conséquences graves que représentent les retours de cycle si souvent rencontrés au fil des années dans le secteur d'activité aéronautique,
- Construire une politique d'investissement générateur d'emplois et non pas tournée vers la simple recherche de ratios financiers.
- Faire preuve d'économie face aux coûteuses options basées sur des recompositions capitalistiques dont l'intérêt financier l'emporte trop souvent sur les besoins de développement industriel et de l'emploi, et de garanties sociales et collectives,
- Créer un contexte d'appropriation sociale privilégiant l'efficacité sur la course au profit.

IL EST POSSIBLE DE TRANSFORMER UN PROJET QUI SENT LE \$ A PLEIN NEZ EN UN PROJET DE DEVELOPEMENT INDUSTRIEL D'INTERET MUTUEL.

NE RATONS PAS L'OCCASION.